

<b>Zeitschrift:</b>	Verhandlungen der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft. Wissenschaftlicher und administrativer Teil = Actes de la Société Helvétique des Sciences Naturelles. Partie scientifique et administrative = Atti della Società Elvetica di Scienze Naturali
<b>Herausgeber:</b>	Schweizerische Naturforschende Gesellschaft
<b>Band:</b>	154 (1974)
<b>Protokoll:</b>	Procès-verbaux de la 69ème séance du Sénat
<b>Autor:</b>	[s.n.]

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

III

A)

Procès-verbal du Sénat - Senats-Protokoll  
Processo verbale del Senato

---

de la 69ème séance du Sénat de la  
Société Helvétique des Sciences naturelles  
au Palais Fédéral, Berne, les 10 et 11 mai 1974

\* \* \*

Ouverture de la séance: 10 h.15

Président: Prof. A. Lombard, Président Central  
Procès-verbal: Mlle M. Vogel, secrétaire

\* \* \*

ORDRE DU JOUR:

---

- 1) Ouverture de la Séance
- 2) Constitution du bureau
- 3) Approbation du procès-verbal de la 68ème séance du Sénat du 12.5.73
- 4) Rapport du Président du Comité Central
  - 4.1) Etat de la Société
  - 4.2) Propositions de programme du Comité Central en vue de la requête et prévisions d'activité de la SHSN de 1975-79
- 5) Acceptation des comptes 1973, rapport des vérificateurs de comptes
- 6) Informations du Trésorier
  - 6.1) Projet de répartition du crédit 1974
  - 6.2) Prospective
- 7) Budget 1975
- 8) Communications du Secrétaire Central

- 9) Nouvelles Commissions, Sociétés et nouveaux Comités
  - 9.1) ASSPA (Association Suisse pour l'Automatique)
  - 9.2) Comité Suisse de l'IFIP (International Federation for Information Processing)
  - 9.3) Comité Suisse du SCOPE (Scientific Committee on Problems of the Environment)
- 10) Approbation de nouveaux règlements ou modifications de règlements
- 11) Mutations
- 12) Elections
- 13) Assemblée annuelle automne 1974
- 14) Assemblée annuelle 1975 - Election du Président annuel
- 15) Date de la prochaine Séance du Sénat
- 16) Membres honoraires
- 17) Propositions individuelles
- 18) Divers
- 19) Projet de révision totale des statuts de la SHSN: discussion des propositions du Comité Central

\* \* \*

VENDREDI, 10 mai 1974

Ouverture de la séance: 10 h.15  
Présents - matin: 41 membres du Sénat ou leurs suppléants  
après-midi: 43 membres du Sénat ou leurs suppléants

1) Ouverture de la Séance

Le Président central, M. A. Lombard, ouvre la séance en souhaitant la bienvenue à MM. les Délégués du Parlement et du Conseil fédéral, le Directeur de l'Office de la Science et de la Recherche, les Délégués des Sociétés faïtières, le Représentant du Fonds National, le Représentant du Conseil Suisse de la Science et les membres du Sénat.

Ordre du jour:

M. Jeanrenaud propose de changer le titre du point 6.1) qui devient: "Projet de répartition du crédit 1974".

2) Constitution du bureau

Sont élus:

Scrutateurs: MM. Ch. Blanc et H. U. Morgenthaler

Secrétaire: Mlle M. Vogel

3) Approbation du procès-verbal de la 68ème séance du Sénat du 12 mai 1973

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

4) Rapport du Président du Comité Central

4.1) Etat de la Société

L'année qui s'est écoulée depuis la dernière séance de ce Sénat est marquée par une situation financière fédérale très défavorable, une augmentation du prix de la vie et des perspectives sombres pour l'avenir. Notre pays découvre que, s'il est hautement industrialisé, il reste un petit pays et ses ressources sont limitées. Signe plus grave encore, on constate que notre Parlement est très réticent lorsqu'il doit accorder des crédits pour la recherche scientifique.

Sa réserve est regrettable et contraste avec la politique culturelle d'autres pays où l'encouragement de l'Etat va en s'intensifiant. La Suisse traversera notre époque d'évolution en développant ses facultés d'adaptation, de création et de perfection. Si, comme on le voit, nous arrivons à la limite de nos possibilités financières, il est clair qu'il faut opérer des choix et dans ceux-ci, la recherche et les activités culturelles deviennent prioritaires ou devraient le devenir.

Quelle est la position des sociétés faïtières dans cette situation et que devient en particulier la Société Helvétique des Sciences naturelles? Cette position est menacée dans l'état actuel de nos structures et de nos activités. Il faut le dire froide-ment après l'avoir nettement constaté. La raison en

est assez simple.

Les responsables de l'encouragement à la recherche fondamentale se trouvent limités dans leurs plans par deux réalités: l'inflation et la baisse des disponibilités de la trésorerie fédérale. Ils sont alors obligés de concentrer leurs programmes, de les rationaliser, de les articuler sur une meilleure coordination des instances que sont les universités, les hautes écoles et le Fonds National. Face à ces monolithes étatiques ou fortement institutionnalisés, nos organisations faïtières sont fragiles, peu reconnues, sinon ignorées. La SHSN est pénalisée par des structures complexes que certains traitent d'archaïques et que d'autres voudraient supprimer. Leur crédit annuel est sous la menace d'un trait de plume de quelque politicien à la recherche d'économies.

Sa seule chance de survie se trouve dans ses propres initiatives et certainement pas ailleurs. Elle doit pour cela:

- a) montrer sa vigueur et sa présence en se restucturant;
- b) démontrer son rôle unique et irremplaçable dans les organes scientifiques suisses;
- c) répondre aux fonctions que l'on attend d'elle dans la recherche, dans la coordination des nombreuses activités scientifiques suisses et dans les contacts avec l'étranger
- d) être l'élément d'information des instances responsables de la politique scientifique en Suisse.

A ces conditions seulement, elle sera considérée comme un interlocuteur valable. Elle cessera d'être oubliée ou aimablement traitée comme entité mineure.

Le Comité Central, dès 1968, a compris ces conditions de survie. Il a trouvé une large compréhension auprès des autres Sociétés faïtières, en particulier de la Société Suisse des Sciences humaines. Le Sénat, informé année après année de la volonté du C.C. de réaliser une politique constructive, l'a appuyé par des votes pratiquement unanimes.

Le résultat est positif et je rends hommage au Conseil Suisse de la Science qui nous a inclus dans les organismes à encourager. Vous avez reçu les réflexions que suggérait son rapport à ce sujet.

Dans le même ordre d'idées, vous trouverez plus loin un compte-rendu de l'entretien que nous a accordé M. le Conseiller fédéral H. Hürlimann. Cette visite marque une autre étape importante dans la série des démarches pour une reconnaissance de notre activité.

La situation financière de notre Société reste stationnaire et reflète la restriction des crédits fédéraux. Il ne faut pas s'attendre à une amélioration pour l'année prochaine. Crédits et budgets vous ont été communiqués avant cette séance.

Voici, dans ses grandes lignes, la situation générale dans laquelle nous nous trouvons. Passons à la situation interne.

4.2) Proposition de programme du Comité central en vue de la requête et prévisions d'activité de la SHSN de 1975-1979

Situation interne

Le Comité central s'est réuni 3 à 4 fois par mois. Il a traité les affaires courantes. Le rapport du Trésorier complétera l'aspect financier.

La plupart des séances a été consacrée à la mise au point des statuts et aux commentaires. C'est le Secrétaire général qui est l'artisan de ces textes. Il s'est entouré des conseils d'un juriste. La traduction en français a été faite par des membres du Comité central.

Les lignes directrices de la requête ont également occupé plusieurs séances du C.C.. Il fallait intégrer les points suivants qui relèvent des tâches d'académie: symposia, conférences itinérantes, action de publications, assemblée annuelle ou bi- ou trisannuelle, relations internationales, délégations, congrès internationaux en Suisse, enquêtes et informations, inventaire des biens de la SHSN.

Ces points représentent les buts généraux à atteindre. Ils ont chacun une incidence sur le budget de la requête. Les activités liées à chacun de ces buts ont été inventoriées et incluses dans le plan de la requête. Il est prévu de les grouper par "groupes d'action" pour chaque catégorie.

L'envoi de la requête au Département de l'Intérieur a été précédé d'un plan fixant des délais pour les consultations des commissions et sociétés spécialisées afin de tenir compte de leurs remarques et les intégrer dans le projet de réorganisation.

Une journée de réflexion a été consacrée uniquement à la restructuration de la SHSN. Les points suivants demandaient à être mis au point: système du Vorort, création d'un "palier intermédiaire" entre le C.C. et les sociétés, commissions et membres, position des sociétés faitières face à la centralisation des instances de la politique de la science (Conseil de la Science, Conférence universitaire, Départements fédéraux), inventaire précis des activités de l'organisation centrale en Suisse et à l'étranger.

Une deuxième séance de réflexion s'est tenue à Moudon le 1er octobre 1973 avec pour objets l'attitude et l'action pratique de la SHSN dès la mise en place des statuts au cas où le Sénat les aurait acceptés et tels qu'il les aurait amendés. Il fut décidé de créer provisoirement et à titre d'essai un groupement fonctionnel par sections. L'expérience a été réalisée et s'est montrée positive. Une planification fut établie pour la révision des statuts.

Les relations avec le Fonds National sont désormais normalisées et assurées par la Commission de recherche. Les demandes de crédits des Commissions géodésique, géophysique et géographique seront prises en charge pour la dernière fois en 1974 et dès 1975, ces sommes devront être payées par la SHSN, dans la mesure de ses moyens. Je pense qu'il y aura lieu de préciser de quels crédits il s'agit car dans certains cas, nous ne pouvons pas nous substituer au Fonds National.

Les contacts avec le Conseil de la Science se sont poursuivis. Nous avons été convoqués à une séance du groupe de travail le 7 février 1974 pour répondre à un certain nombre de questions soulevées par la requête, en particulier sur les moyens prévus dans notre réorganisation pour répondre à certaines activités et fonctions (conférences itinérantes, publications, mise en place des mesures de réorganisation). Nous étions d'ailleurs réunis avec une délégation de la SSSH. Ce fut l'occasion d'insister, une fois de plus, sur le fait que la meilleure des restructurations ne peut se réaliser que si des moyens finan-

ciers sont mis à disposition.

La Division de la Science et de la Recherche étudie notre requête. Elle a transmis au Conseiller fédéral Tschudi la motion qu'avait votée le Sénat l'an dernier pour protester contre la situation financière critique dans laquelle se trouvait notre Société. La démarche est restée sans effet.

Une information plus complète des activités de la Société a été demandée lors de la dernière séance du Sénat. Le C.C. s'en est préoccupé et s'est efforcé d'y faire face. Un article du Président dans "Politique de la Science" (no 2/1973, juin) a été adressé aux Présidents des sociétés et commissions pour mise en circulation, les "Réflexions et réponse au rapport sur la recherche du CSS" du Président ont été également diffusées, les documents annexés à la convocation de ce Sénat sont également des éléments. Il s'y ajoute le rapport annuel du Président.

Cet ensemble donne un tableau qui devrait être complété par le Bulletin. Celui-ci n'a pas pu être publié faute de temps et à cause de la rédaciton prioritaire de la requête et des statuts. Le C.C. n'a reçu aucune demande d'information complémentaire. Il a reçu par contre une délégation d'une société spécialisée, inquiète de sa situation financière.

Le Secrétariat général à Berne a été surchargé par les tâches supplémentaires que représentent la requête, les statuts, les commentaires, leur distribution; ces tâches s'ajoutent au travail normal des procès-verbaux de séances générales, Actes administratifs et scientifiques, relations avec les instances "au sommet" etc. .

Une deuxième secrétaire sera engagée. Elle sera particulièrement chargée des travaux de secrétariat des sections. La question d'un attaché de presse est à l'étude.

Parmi les affaires en suspens, se trouve le Scheid-nössli. Sa protection n'est pas encore officiellement assurée. L'exploitation des éboulis du talus a été interdite. Le gouvernement n'a pas été plus loin.

L'affaire du Mormont rebondit. Un bureau d'ingénieurs a fait un contre-projet prévoyant un tunnel sous la col-

line. L'organisation d'un Office géologique est en suspens et je n'ai pas de nouvelles à donner ici.

#### Requête - Prochains développements

Les deux Sociétés faïtières ont exprimé au Conseiller fédéral H. Hürlimann le désir de le rencontrer afin de l'orienter sur leurs organisations respectives et sonder ses intentions sur la suite qu'il comptait donner à notre requête.

Jusqu'ici, il avait été admis d'obtenir des Conseils un statut de reconnaissance présenté sous forme d'un message au Parlement. M. Hürlimann a exprimé ses craintes d'aller au-devant d'un refus; les parlementaires verrraient une dispersion des forces contraires à une politique de coordination.

Nous avons insisté sur la nécessité d'une reconnaissance officielle puisque nous sommes une instance de coordination entre savants et non-spécialistes. Elle existe et réunit 18'000 membres, sur des bases démocratiques. Nous demandons à ce titre à être représentés au Conseil Suisse de la Science.

M. Hürlimann nous a proposé une solution plus réalisable dans l'immédiat, celle qui consiste à nous mettre au bénéfice d'un arrêté du Conseil fédéral donnant une base légale à nos organisations. Ce serait une première phase qui conduirait à une solution définitive, nous plaçant dans le cadre d'une future loi sur la recherche. L'arrêté pourrait être pris cette année encore.

Je tenais à vous informer de cette solution à laquelle s'est rallié le Comité Central.

#### Moyens financiers pour 1975-1979

Les Sociétés faïtières ont demandé environ frs 40 mio. dans lesquels ne sont pas comprises les subventions au Service géologique. Les subventions 1974 s'élèvent à frs 1,72 mio., Commissions de la Terre SHSN comprises. M. Hürlimann estime à frs 20 mio. la somme disponible, Géologie comprise. Il n'est pas encore possible de donner le montant du crédit 1975. Je reviendrai plus loin sur ce point.

### Service géologique

Il a été demandé, une fois de plus, que le crédit des Commissions de la Terre soit sorti de celui de la SHSN.

Le Comité Central a exprimé à M. Hürlimann sa gratitude pour l'intérêt avec lequel il suit nos activités et pour son souci de présenter une solution positive pour répondre à notre requête.

Je tiens à terminer ce rapport en remerciant, au nom du Sénat, les membres du Comité Central, le Secrétaire général, les secrétaires administratives de Genève et Berne pour leur dévouement et l'entrain qu'ils ont tous apporté à nos travaux pendant l'année écoulée.

Je suis fermement convaincu que notre Société, après une crise de croissance, sortira plus solide et mieux adaptée aux transformations de notre temps. Il ne sert à rien de s'attarder sur les moments difficiles que traversent les finances du pays. Mieux vaut se préparer à des temps meilleurs.

Je désire compléter mon rapport par quelques réflexions au sujet des démarches qu'ont entreprises les sociétés scientifiques faïtières soit pour leur reconnaissance par la Confédération soit pour l'obtention de crédits assurés et accrus. Il n'est question ici que de la SHSN. Celle-ci a déposé sa requête quelques semaines avant celle du Fonds National auprès du D.F.I.. Il lui avait été dit qu'elle serait présentée aux Chambres en même temps que celle du F.N. car toutes deux ont des objectifs communs.

Or, vous l'avez constaté par les rapports de la presse et les débats aux Chambres, nous avons été mis de côté. Il est facile de voir où sont les responsables de cette décision et pourtant ces mêmes responsables ont dû lire les pensées profondes et définitives de l'avant-propos du rapport du Conseil de la Science, recommandant de prendre toutes les mesures pour accroître le potentiel de la recherche dans notre pays. Cette lecture n'a pas porté tous ses fruits.

Une autre mesure du Département fédéral de l'Intérieur nous a vivement choqués. Ce rapport présidentiel vous informe du changement des intentions du Département à notre égard. Ce dernier nous propose de nous mettre au bénéfice d'un arrêté du Conseil fédéral plutôt que de passer devant les Chambres. Je ne reviens pas là-dessus, mais je constate, après lecture des rapports, que cette décision a été préparée à notre insu, sans information ni consultations préliminaires.

Ces remarques devaient être présentées au Sénat afin de compléter son information et lui montrer avec quelle patience et quelle persistance notre Société devra continuer son action ces prochaines années pour occuper la place qui lui revient parmi les organes de la politique suisse de la science. Malgré des exigences très sévères du CSS et du DFI sur les nécessités de nous réorganiser afin d'être reconnus et financièrement encouragés, ces mêmes autorités nous traitent encore en organisation d'importance secondaire.

J'en apporte une autre preuve. Il s'agit du crédit global pour les deux Sociétés faïtières pour 1975-79. Cette somme a été fixée à frs 40 mio, non compris le Service géologique, on nous l'a réduite à frs 20 mio, Service géologique compris, sous prétexte de réductions nécessaires dans les finances fédérales.

On peut admettre cette réduction de nécessité nationale.

En ce qui concerne les S.F., il va falloir, une fois de plus, justifier une demande d'augmentation, avec séances, rapports, conférences dans ce climat incertain dans lequel nous sommes actuellement confinés par les autorités et que je viens de vous décrire avec précisions et détails.

Je répète que ces compléments étaient nécessaires à l'information du Sénat. Je constate heureusement que ce même Sénat a accordé jusqu'ici un appui massif au Comité Central durant ces dernières années pour atteindre notre but commun. C'est probablement l'argument qui nous donne le plus de poids et d'autorité face à nos interlocuteurs.

Je souhaite que cet appui massif nous soit accordé une fois de plus afin de traverser sans trop de pertes les temps difficiles qui nous attendent.

Le Président ouvre la discussion.

M. Hochstrasser fait les observations suivantes au sujet des remarques complémentaires du Président central: Les autorités fédérales ne considèrent pas les sociétés faîtières comme des organisations de deuxième importance. M. le Conseiller fédéral Hürlimann est tout à fait conscient de l'importance des deux sociétés faîtières, mais la situation financière de la Confédération est précaire. La proposition du CSS est en contradiction avec l'état des finances fédérales, car elle réclame une augmentation substantielle alors que la tendance est à la baisse des subventions.

Le rapport du Président est soumis au vote. Il est accepté à l'unanimité.

5) Acceptation des comptes 1973, rapport des vérificateurs de comptes

La Société Mathématique Suisse, représentée par M. Bader, n'approuve pas les comptes. Par des accords avec le FN, la SHSN était tenue d'accorder frs 24'000.--, mais n'a pu accorder en réalité que frs 15'800.-- en 1973. M. Bader constate que la subvention globale de la SHSN a, depuis 1971, accusé une augmentation substantielle (de frs 1,12 mio à frs 1.72 mio) tandis que le montant accordé à la Société Mathématique Suisse a diminué.

Le Trésorier central, M. de Haller, répond à cette remarque qu'une délégation de la Société Mathématique Suisse était venue à Genève pour discuter avec le C.C. afin de trouver une solution à ce problème.

En 1973, le C.C. a procédé à une réduction uniforme, parfaitement conscient du problème que cela pourrait poser à certains. Cette année, la répartition s'est faite par section. Chaque section a pu soumettre ses propositions au C.C.

La SHSN n'a à disposition qu'une certaine somme et ne peut la dépasser. Elle est donc obligée d'exiger de tous les organismes de diminuer leurs frais et non seulement à la Société Mathématique.

Le système de répartition appliqué en 1974 est discuté. Il en ressort qu'en général, celui de la répartition par section est estimé satisfaisant.

M. Jeanrenaud (Commission de Biologie expérimentale) propose d'établir un formulaire de requête officiel pour les demandes de crédit, voisin de celui du FN. La requête serait ensuite examinée par une commission d'experts, puis la suite nécessaire y serait donnée.

Les comptes et les rapports des vérificateurs sont approuvés, avec une voix contre et sans abstention.

## 6) Informations du Trésorier

### 6.1) Projet de répartition du crédit 1974

Les Sections ont pu faire une proposition de répartition au C.C.. Les crédits ont dû être réduits en proportion de ce qui a été accordé à la SHSN.

Les présidents des Sections, choisis par le C.C., ont réuni les organismes intéressés pour élaborer les propositions de répartition. Le Trésorier central saisit cette occasion pour les remercier de l'énorme travail fourni dans un délai très court.

De manière générale, les Sections se sont tenues au montant attribué par le C.C., sauf dans un cas où le C.C. fut obligé d'accentuer la diminution opérée.

Etant donné les résultats positifs de ce système, le C.C. a l'intention de poursuivre dans cette voie, en l'améliorant en fonction des expériences faites cette année.

A une remarque de M. Jeanrenaud concernant la répartition des subventions 1974, le Trésorier répond que, selon les statuts de la SHSN, ce point n'est pas soumis à l'approbation du Sénat. Il figure à l'ordre du jour à titre d'information.

## 6.2) Prospective

Elle est difficile à faire car il faudrait savoir de combien la SHSN disposera.

Les frs 40 mio demandés dans la requête correspondent aux besoins réels, sans le Service géologique. Cette somme a été coupée de la moitié et le Service géologique y est compris. Il n'y a toutefois pas diminution par rapport à ce qui a été attribué à la SHSN en 1974. Chaque organisme pourra maintenir son activité au niveau actuel.

Les Comités des deux sociétés faïtières feront tout ce qu'ils pourront pour que le DFI leur accorde davantage. Mais si les finances fédérales sont extrêmement serrées et si l'on prévoit des déficits monstrueux, il faut en tenir compte.

D'autre part, le gouvernement a une responsabilité de ne pas ralentir l'activité scientifique, mais au contraire, de maintenir la recherche fondamentale et de continuer la diffusion de la science au sein de la population.

En conclusion, des moyens suffisants devraient être accordés aux Sociétés faïtières.

Le Trésorier ouvre la discussion sur les points 6.1) et 6.2) de l'ordre du jour. Il en ressort ce qui suit:

Le système de répartition par sections est en général accueilli favorablement. Quelques propositions sont faites pour en améliorer le fonctionnement, notamment d'accorder aux sections un montant provisoire pour leur permettre d'équilibrer éventuellement les budgets d'une section à l'autre.

Les expériences faites prouvent que le système ne peut fonctionner que si tous les présidents des organismes intéressés sont convoqués pour trouver ensemble la répartition à proposer au C.C..

Au cours de discussion, il devient évident que le malaise au sein des organismes recevant des subsides de la SHSN grandit du fait que depuis un certain nombre d'années et probablement également à l'avenir,

les activités n'ont plus pu et ne pourront être développées, mais accusent une régression.

Le délégué de la Commission de Biologie expérimentale demande que, pour 1974, un crédit supplémentaire de frs 20'000.-- soit accordé à cette Commission pour un symposium. (Note: Montant demandé pour 1974 par la Commission: frs 58'800.--. Accordé frs 30'783.--. Si le crédit supplémentaire était accordé, soit frs 20'000.--, le total serait porté à frs 50'783.--, c'est-à-dire 86,36% de la demande de la Commission de Biologie expérimentale. Moyenne accordée aux autres organismes: 43,4%).

Il critique sévèrement le "Budget central 1974", notamment les frais pour les deux secrétariats (déplacements frs 20'000.--, conférences itinérantes frs 20'000.--, délégations frs 15'000.--.) M. Jeanrenaud demande que les frais de l'administration centrale soient réduits de frs 20'000.--, montant qui serait mis à disposition de l'USGEB pour son symposium.

A cela, le Trésorier répond que le Secrétariat de Berne va dans le sens du développement du C.C.; les conférences itinérantes permettront au C.C. de diffuser la science parmi les sociétés locales et cantonales; la somme pour les délégations aux congrès internationaux n'est pas destinée aux membres du C.C., mais à tous les membres de sociétés spécialisées et commissions qui doivent se rendre à l'étranger.

La réserve centrale (frs 50'000.--) sera utilisée essentiellement pour aider les publications. En effet, dans la lettre d'accompagnement de la "Répartition définitive 1974" le Trésorier invite les intéressés à lui faire parvenir leurs demandes supplémentaires.

Dans la révision des statuts est prévue une section particulière pour étudier le problème des publications (diminution éventuelle des frais d'impression, coordination). Toutes les demandes de crédits de publication seront examinées par elle. La répartition des crédits se fera selon ses propositions dans la mesure du possible.

Le problème des priorités et critères de répartition ne se trouve pas encore complètement résolu. La solu-

tion devrait être élaborée en collaboration avec les sections lorsqu'elles seront toutes représentées au C.C. (voir propositions dans les nouveaux statuts).

Avant de passer au vote du point 6.1), le Prof. Baer propose au Sénat une augmentation de la pension de Mlle Zollinger.

A ce sujet, le Trésorier précise que la pension de Mlle Zollinger est conforme au contrat conclu. Ce contrat tient compte des augmentations prévues en appliquant les normes fédérales. Toutefois, la somme actuellement versée à Mlle Zollinger est inférieure à celle prévue au budget. Le C.C. a décidé de lui payer la différence à la fin de l'année.

M. Baer se déclare satisfait avec cette manière de procéder.

La répartition du crédit 1974 est soumis au vote.

Elle est acceptée (abstentions: 1, contre: 3)

## 7) Budget 1975

Le budget tel qu'il est présenté au Sénat dépassera probablement les possibilités du DFI. Une coupure sera dans ce cas inévitable.

Si les nouveaux statuts sont acceptés, la répartition se fera dans le cadre du C.C. élargi par les délégués des sections.

Le Budget 1975 est accepté (abstentions: 1, contre: 1)

### Ad page 3a - Commission de Géophysique - Budget général

M. Süssstrunk rappelle que certaines charges payées jusqu'ici par le FN devraient être reprises par la SHSN à partir de 1975. Il s'agit d'un montant de frs 200'000.--.

M. Jeanrenaud (Biologie expérimentale) désire que le système des formules de requête et d'une commission d'experts proposé plus tôt soit mis au point ici-même.

M. Hochstrasser (Office de la Science et de la Recherche) approuve la proposition de M. Jeanrenaud.

Le montant total demandé pour 1975 dépasse certainement les possibilités de la Confédération. La SHSN pourra probablement compter avec frs 1,72 mio., augmentés de 10% environ (indexation) et d'une certaine somme pour les tâches nouvelles.

Le Trésorier informe le Sénat que le C.C. a l'intention de mettre la machine de répartition en marche dès cet automne, avant même de connaître le montant définitif qui sera attribué à la SHSN.

M. Steinlin (Société suisse d'Astrophysique et d'Astronomie) désire savoir de quelle façon la Confédération prévoit la répartition dans les cas où le FN transmet des charges à la SHSN. Ce transfert sera-t-il suivi de l'aide financière correspondante?

M. Hochstrasser répond que ce problème devra être traité ensemble avec le DFI, le FN et la SHSN.

M. Sitter (Secrétaire général SSSH/SHSN) apporte quelques précisions à ce qui est dit dans le rapport du Président:

La requête des sociétés faïtières a été déposée le 20.9.73. Celle du FN le 30.12.73. Des décisions préliminaires quant à la répartition de crédits au FN ont déjà été prises. Or, si le FN obtient des crédits et en même temps passe certaines des tâches assumées jusqu'ici aux sociétés faïtières, les conséquences nécessaires devront en être tirées.

M. Hochstrasser explique les raisons pour lesquelles la requête du FN a passé aux Chambres avant celle des S.F.: La requête des S.F. a posé beaucoup plus de problèmes nouveaux que celle du FN.

La décision a également été favorisée par des considérations d'ordre politique. Si les S.F. avaient été présentées aux Chambres en même temps que le FN, la possibilité d'une intégration des S.F. dans le FN aurait été grande.

M. Hochstrasser estime qu'il était dans l'intérêt des S.F. d'obtenir du Conseil fédéral un arrêté séparé pour arriver à un statut qui ne se "noie" pas dans la décision de soutien de la Confédération au FN.

M. Steinlin souligne que, pour la SHSN, de tout cela résulte une augmentation de tâches, reprises du FN, sans que les moyens financiers suivent.

8) Communications du Secrétaire central

--

9) Nouvelles Commissions, Sociétés et nouveaux Comités

9.1) ASSPA (Association suisse pour l'automatique)

Après discussion, le Sénat décide de ne pas accepter cette demande d'adhésion.

VOTE:

pour: 5

contre: 13

abstentions: 15

Le montant de frs 60'200.-- porté au Budget général 1975 (page 2) est supprimé.

La proposition de créer une Société Suisse d'Informatique, groupant les personnalités compétentes dans ce domaine, est retenue.

9.2) Comité Suisse de l'IFIP (International Federation for Information Processing)

La création de ce Comité est estimé très importante.

VOTE:

pour: 0

contre: 2

abstentions: 8

9.3) Comité Suisse du SCOPE (Scientific Committee on Problems of the Environment)

La création de ce Comité est acceptée(abstentions:8).

10) Approbation de nouveaux règlements ou modifications de règlements

--

## 11) Mutations

Les mutations suivantes ont été signalées au C.C. qui les transmet à titre d'information au Sénat:

### Société Suisse d'Entomologie

Président: Dr C. Besuchet, Genève

### Société Suisse de Génétique

Président: Prof. H. J. Gloor, Genève

Vice-Président: Prof. F.E. Würgler, Zurich

Secrétaire: Prof. P. Ferrier, Genève

Trésorier: Prof. D. Klein, Genève

Rédacteur: Prof. E. Oehler, Berne

### Société Suisse de Géologie

Président: Dr Lukas Hauber, Riehen

Vice-Président: Dr Conrad Schindler, Oetwil am See

Secrétaire: Dr Marc Weidmann, Lausanne

Trésorier: Prof. J.-P. Schaer, Neuchâtel

Rédacteur: Dr Hermann Fischer, Bâle

Assesseurs: Prof. H. Rieber, Zurich

Prof. J. Charollais, Genève

### Société Mathématique Suisse

Président: Prof. A. Haefliger, Genève

Vice-Président: Prof. H. Kleisli, Fribourg

Secrétaire/Trésorier: Prof. A. Dellessert, Dorigny/VD

### Société Suisse de Microbiologie

Président: Prof. R. Hütter, Zurich

### Société Suisse de Minéralogie et de Pétrographie

Président: Dr A. Spicher, Bâle

### Société Suisse de Physique

Président: Prof. J.L. Olsen, Zurich

Vice-Président: Prof. Verena Meyer, Zurich

Secrétaire: Prof. M. Guenin, Genève

Comité pour le Projet géodynamique

Responsables des deux nouveaux groupes de travail:

L. Rybach, PD, Zurich

Dr H.-G. Kahle, Zurich

Comité de l'IMU

Président: Prof. A. Haefliger, Genève

Vice-Président: Prof. H. Kleisli, Fribourg

Secrétaire: Prof. A. Delessert, Dornigny/VD

Prof. G. de Rham, Dornigny/VD

Prof. E. Specker, Zurich

Société Bernoise des Sciences Naturelles

Délégué au Sénat à la place de M. Nabholz: M.B. Messerli

Société Fribourgeoise des Sciences Naturelles

Président: Prof. F.-P. Emmenegger, Fribourg

12) Elections

Les personnes suivantes ont été élues à l'unanimité:

Commission de Biologie moléculaire

Prof. H. Ursprung, Zurich, n'est plus membre de la Commission.

Il est remplacé par:

Prof. K. Wüthrich, Zurich

Président: Prof. B. Hirt, Lausanne

Vice-Président: Prof. M. Billeter, Zurich (suppléant du président au Sénat)

Commission C<sup>14</sup>

Nouveau membre:

Dr Frey, Zurich-Reckenholz

Commission de Géodésie

Président honoraire: Prof. F. Kobold, Zurich

Commission pour la Station scientifique du Jungfraujoch

Nouveau membre:

Dr Th. Gutermann, Zurich

Commission d'Océanographie et de Limnogéologie

Nouveau membre:

Prof. W. Stumm, Dübendorf

13) Assemblée annuelle automne 1974

L'Assemblée annuelle aura lieu les 11,12 et 13 octobre 1974 à Neuchâtel. Le Président Central donne la parole au Président annuel, M. Tabacchi, qui remercie le Sénat de la confiance qu'il fait à la Société Neuchâteloise des Sciences naturelles et souhaite d'ores et déjà la bienvenue à ceux qui se rendront à Neuchâtel.

Le thème des conférences principales est: "La notion de structure".

Les conférences tenues dans ce cadre sont:

Prof. D. Shaw, Ontario: "Structure et relativisme dans la Science: ou l'observateur, le monde, Héraclite et Brassens"

Prof. M. Fétizon, Paris: "Le problème de la structure en chimie organique"

Prof. K. Mühlethaler, Zurich: "Die Bauprinzipien zellulärer Strukturen"

La Conférence Marcus Guggenheim organisée par la Section d'Histoire de la Médecine et des Sciences naturelles sera donnée par le Prof. N. Nani, Bonn, sur: "L'origine de la physiologie scientifique au 17e siècle".

Au programme des dames figurent une excursion à Môtiers avec déjeuner au château et plusieurs expositions.

Pour dimanche, une excursion est prévue dans le Jura neu-châtelois.

14) Assemblée annuelle 1975 - Election du Président annuel

L'assemblée annuelle 1975 aura lieu à Aarau.

M. H. Moor, Rombach, est élu "Président annuel" à l'unanimité.

15) Date de la prochaine séance du Sénat

Elle est fixée au 26 avril 1975.

Une séance extraordinaire est prévue pour le 3 septembre 1974 pour la deuxième lecture des nouveaux statuts et éventuellement leur approbation.

16) Membres honoraires

Par vote secret ont été élus membres honoraires:

Dr J. Braun-Blanquet

Dr L. van Hove

Dr h.c. M. Oechslin

Prof. L. Vonderschmitt

M.E. Wimmer

M. von Wartburg suggère que le C.C. consulte toutes les sociétés spécialisées et cantonales avant de faire des propositions de membres honoraires du Sénat.

17) Propositions individuelles

--

18) Divers

--

La séance est interrompue de 12 h.45 à 14 h.45 pour le déjeuner.

19) Projet de révision totale des statuts de la SHSN:  
discussion des propositions du Comité Central

Le projet de révision des statuts de la SHSN, établi par le Comité Central, est examiné. Pour une seconde lecture, il sera présenté à l'assemblée extraordinaire du Sénat du 3 septembre 1974; à cette occasion, seules les propositions faites par écrit seront prises en considération.

\*

Le procès-verbal des délibérations sur la révision des statuts a été envoyé aux membres du Sénat. Vu son volume, il n'est pas reproduit ici, mais peut être en tout temps consulté par les intéressés au secrétariat général, respectivement aux archives de la SHSN.

\* \* \*

Der Entwurf des Zentralvorstandes zur Revision der Statuten der SNG wird durchberaten. Zur zweiten Lesung, die nur noch schriftlich eingereichte Anträge berücksichtigen soll, gelangt er an der ausserordentlichen Sitzung des Senats vom 3. September 1974.

\*

Das Protokoll über die Beratung der Statutenrevision wurde sämtlichen Mitgliedern des Senats zugestellt. Es wird des grossen Umfanges wegen hier nicht abgedruckt, kann indes jederzeit beim Generalsekretariat bzw. im Archiv der SNG eingesehen werden.

\* \* \*